

D. 69908

EL SALVADOR

organe d'information du



édition française



Paris, 30 juillet 1981

7f

13



40P. 11799

La dynastie Meléndez continuait à régner et le nouveau mandat présidentiel débuta le 10 mars 1923. Le docteur Alfonso Quiñónez Molina s'est imposé comme président. Il était lié au népotisme par de fortes attaches politiques et à l'oligarchie de par son mariage avec la soeur des deux ex-présidents Meléndez qui s'étaient relayés au pouvoir.

Le docteur Quiñónez Molina, qui avait déjà rempli les fonctions de président provisoire à deux reprises, alors que se préparait la nouvelle élection de l'un des membres de la famille Meléndez, était un politicien sans scrupules, ambitieux et rusé. Il fut le promoteur d'un nouveau type de démagogie: en 1917, profitant du mécontentement des paysans et des artisans qui se traduisait par une

combativité croissante, il créa une organisation politique qu'il baptisa du nom de "Ligue Rouge" et adopta un drapeau rouge comme insigne. Les adeptes de la "Ligue Rouge" reprirent à leur compte les revendications des masses populaires dans le but de les attirer.

La "Ligue Rouge" avait participé pour la première fois, en tant que parti officiel, aux élections présidentielles de 1919 et avait imposé la candidature de Jorge Meléndez. Pour sa deuxième participation électorale, en 1923, elle devait imposer son propre fondateur.

Ces élections furent marquées par une campagne d'une extrême violence. Le 25 décembre 1922, au moment où la propagande électorale battait son plein et alors qu'approchait la date du scrutin, se déclencha une manifestation de femmes partisans du docteur Miguel Tomás Molina, qui était le principal opposant au candidat de la "Ligue Rouge". Lorsque la manifestation, qui avait rassemblé plusieurs milliers de personnes, arriva au centre de San Salvador elle fut accueillie à coups de fusil et de mitraillette, semant la panique parmi les manifestants. La cavalerie reçut l'ordre de charger, mais son commandant refusa d'obtempérer. Il y eut beaucoup de victimes, des femmes pour la plupart. Après ce Noël sanglant la terreur se généralisa et vint le jour des élections. Le triomphe du candidat officiel, Quiñónez Molina, fut imposé par la fraude...



1932

EDITORIAL

LES ELECTIONS de DUARTE

Nous sommes en France le 10 mai 1981. Le peuple français, souverain, accomplit ce dimanche-là son devoir —et son droit— électoral; et élit Mr. François Mitterrand président de la République française. Radio, presse et télévision annoncent la bonne nouvelle. Le lendemain 11 mai le Conseil Constitutionnel annonce à son tour que le général "X" (qui était l'autre candidat et qui avait la préférence de l'armée) est en réalité le vainqueur... Dès cet instant la répression s'abat sur les hommes qui avaient soutenu Mr. Mitterrand, lui-même obligé, pour sauver sa vie, de prendre le chemin de l'exil.

Voilà une bien grotesque fiction... en France. Pourtant au Salvador, en 1972 ce fut une bien dure réalité: à 18 heures du dimanche 20 février les bureaux de vote ayant fermé, les premiers résultats commencent à être connus. Tard dans la nuit, lorsque les résultats de province montrent une forte tendance favorable au candidat de l'opposition, les informations de la radio et de la télévision sont brusquement arrêtées et le Conseil Central des Elections suspend toute information officielle. Il ne les reprend que pour annoncer que le colonel Molina a été élu, sans que l'on puisse connaître le détail du vote. Cinq ans plus tard, en février 1977 le même scénario devait se reproduire, avec cette différence que l'armée a réprimé sauvagement les manifestants qui réclamaient le respect du scrutin, laissant un résultat de plus de 200 morts.

Dans la longue succession de fraudes que le peuple salvadorien a dû subir, les événements de 1972 et 1977 sont exemplaires de la logique d'un système de gouvernement commencé en 1903 et qui n'a pas encore pris fin: les grandes familles, qui avaient tout au long du dix-neuvième siècle contrôlé le pays avec la même efficacité avec laquelle elles géraient leurs terres, ont décidé d'organiser des élections c'est-à-dire à faire appel au peuple, mais non pas pour respecter sa volonté mais pour obtenir une sorte de légitimité de type aristocratique. Lors de ces élections ne se confrontaient pas des programmes différents, ou des partis différents; mais simplement le peuple devait se prononcer sur les différences familiales des candidats. En 1912 une de ces familles, les Meléndez, s'est imposée aux autres par la force, accaparant le pouvoir pendant 15 ans.

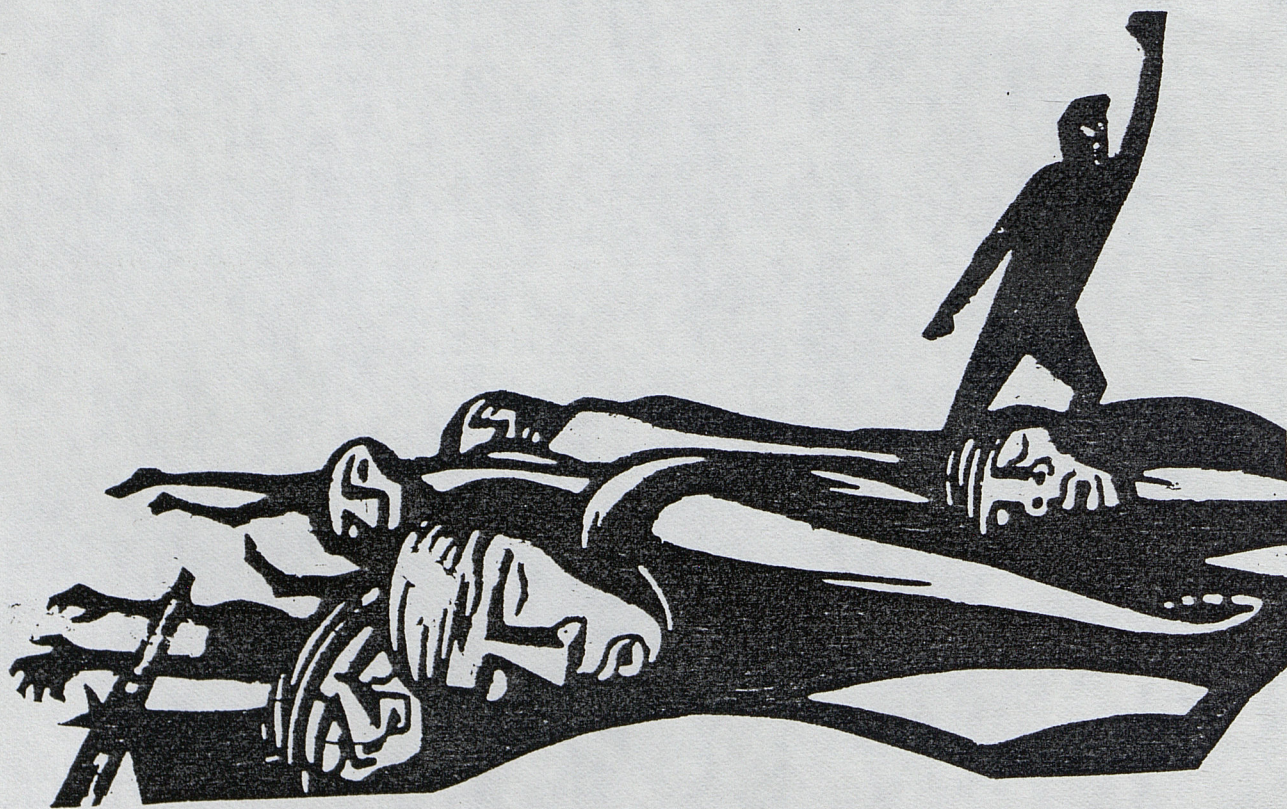
C'est à partir de 1931 que les familles décident de ne plus s'occuper directement des affaires de l'Etat, laissant le pouvoir dans les mains des militaires. L'armée s'est alors transformée "en une espèce de parti politique toujours en armes" d'où sont toujours sortis, comme avant sortaient désignés au sein d'une famille, les candidats officiels à la présidence. Etre militaire au Salvador signifiait —presque par nature—avoir un "destin national": triste destin dont la corruption, la répression et la fraude ont été les moyens pour imposer au peuple la tyrannie comme modèle de gouvernement.

Pendant des décennies les Salvadoriens ont prouvé, en se rendant aux urnes, leur attachement à la démocratie. Face à l'impossibilité de faire respecter leur volonté, face à la fraude systématique et à l'escalade de la violence d'Etat, ils ont décidé de se donner les moyens d'y parvenir enfin. A l'heure actuelle le but est proche...

Et c'est maintenant que Mr. Duarte, otage consentant des militaires, prétend à nouveau tromper le peuple en lui proposant des élections pour 1982, ignorant qu'une étape est à jamais révolue: celle où, dans l'ombre, un quarteron de militaires décidaient des destinées du pays.

Afin de réduire le coût social de la guerre le FMLN et le FDR, légitimes représentants des aspirations démocratiques du peuple salvadorien, ont manifesté à plusieurs reprises être prêts à la recherche d'une solution politique au conflit. C'est dans ce cadre que les élections peuvent être prises en considération, comme un élément parmi d'autres. A l'heure actuelle la junte a supprimé les conditions favorables à un processus électoral digne de ce nom (en imposant au pays l'état de siège, la loi martiale, en semant la terreur parmi la population, etc.). C'est pour les recréer que nous sommes disposés au dialogue. Pourquoi, si la junte veut réellement les élections, se refuse-t-elle au dialogue? Le colonel Gutierrez déclarait récemment: "Nous irons aux élections seulement après avoir écrasé les forces du FMLN".

Autrement dit, pour le colonel Gutiérrez, un homme qui sait ce qu'il veut, des élections, à nouveau sans le peuple...



dans les zones libérées ...



Le pouvoir populaire se consolide dans les zones sous contrôle du FMLN, tant sur le plan politique que sur le plan militaire. Ces zones se trouvent principalement dans les départements de Chalatenango, Cuscatlan, San Vicente, La Paz, La Libertad et Cabanas.

Aujourd'hui dans ces régions on travaille et on organise les grandes batailles, les armes à la main. Le pouvoir "farakundiste" est l'expression de la volonté populaire: la direction locale est élue pour organiser et garantir la production et le ravitaillement de la population civile des hauteurs des alentours. Cette nouvelle administration populaire s'occupe également de résoudre les problèmes de santé et d'éducation; et enfin elle se charge d'organiser la défense militaire de la zone sous sa responsabilité politique.

Chaque membre de la direction est élu par la population en fonction de son engagement dans la lutte pour la construction de la nouvelle société.

Chaque unité planifie et organise le travail agricole tel que la culture des produits de base: haricots rouges et maïs; elle coordonne l'activité des très rares médecins qui se trouvent dans ces zones. La direction conduit les milices et la population civile dans la réalisation des fortifications militaires, des tranchées, des réseaux de communication, des refuges anti-aériens, etc. Les combattants de leur côté répartissent leur emploi du temps entre la production et la défense de ceux qui poursuivent le travail.

Dans certaines zones des religieuses et des enseignants participent à l'alphabétisation. Des classes sont improvisées sous les arbres, matin et soir dans lesquelles enfants et adultes apprenent à lire et à écrire.

Etant donnée la situation de guerre les moyens utilisés sont très précieux. Lorsque l'armée de la junte intervient, les cahiers et les crayons sont délaissés pour reprendre les armes (fusils, mitraillettes, bombes industrielles et artisanales)

Le pouvoir "farakundiste" est un pouvoir parallèle à celui de la junte. Il s'étend de long en large du territoire salvadorien et constitue la base du nouveau pouvoir populaire qui mettra fin à cinquante années de dictature.

Le commandant Rigoberto Hernandez, un des responsables dans le département de Chalatenango, nous déclare que dans les zones urbaines sont pratiquées les mêmes méthodes de pouvoir "farakundiste". Certes, ici, nous explique le commandant Hernandez, les limitations sont plus grandes à cause de la répression et parfois la direction doit être clandestine ou semi-clandestine.

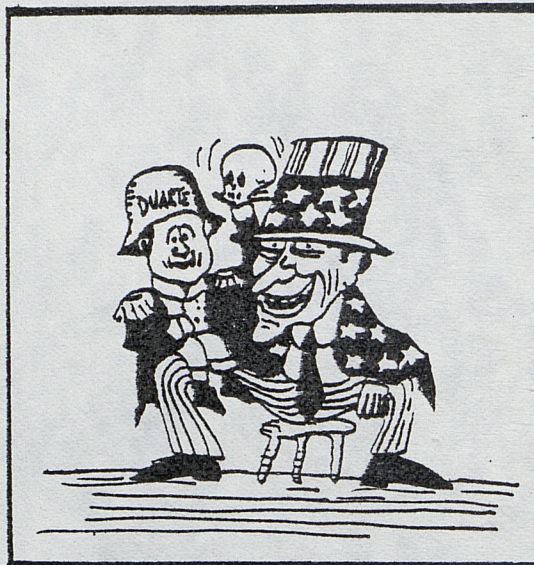


«LES ÉLECTIONS

NE SONT PAS LA SOLUTION» (*)

L'HISTOIRE POLITIQUE DU PEUPLE SALVADORIEN EST UNE INTERMINABLE SUCCESSION DE FRAUDES ET DE VIOLENCE INSTITUTIONNALISÉE. JAMAIS IL N'Y A EU D'ÉLECTIONS LIBRES AU SALVADOR! À L'HEURE ACTUELLE, APRÈS AVOIR ESSAYÉ TOUTE SORT DE MANŒUVRES ET ORGANISÉ LE GÉNOCIDE, LA JUNTE AU POUVOIR, SOUTENUE INCONDITIONNELLEMENT PAR LE GOUVERNEMENT AMÉRICAIN, PROPOSE À SON TOUR DES ÉLECTIONS, "MÊME SOUS LES BOMBES" COMME DIT LE DÉMOCRATE CHRÉTIEN N. DUARTE, PRÉSIDENT DE LA JUNTE. "SEULEMENT APRÈS AVOIR ÉCRASÉ LE FMLN" DÉCLARE MALADROITEMENT (MALADROITEMENT?) LE COLONEL GUTIÉRREZ, VÉRITABLE DÉTENTEUR DU POUVOIR.

LE PEUPLE SALVADORIEN A FAIT LA PREUVE, TOUT AU LONG DE CE 20ÈME SIÈCLE, DE SON ATTACHEMENT À LA DÉMOCRATIE, ET A CHERCHÉ, RESPECTUEUX DE LA VOIE ÉLECTORALE, LES MOYENS D'Y PARVENIR. TOUJOURS IL A ÉTÉ TROMPÉ, VIOLÉ, VIOLENTÉ CE PEUPLE, ET EMPÊCHÉ DE SE DONNER LE GOUVERNEMENT DE SON CHOIX, DE VIVRE EN PAIX...



En 1903 les grandes familles qui contrôlent le pays décident de régler la succession à la présidence. Un système — simple et commode — est mis en place, pour permettre au candidat désigné de "gagner" les élections: le président en exercice choisit son candidat, lequel est "élu" à la suite d'un processus électoral au cours duquel des candidats d'"opposition" s'affrontent, proposent leurs plate-forme, etc. et se soumettent au suffrage populaire. Un tel système n'était pas fondé sur la confrontation de partis politiques, de programmes de gouvernement mais seulement sur les différences personnelles des candidats (origine nationale, niveau social...). L'élection présidentielle était une affaire qui se réglait entre clans différents, entre familles "de l'intérieur" et familles de la capitale. En 1912 ces rivalités prennent un tour tragique, lorsque le président en exercice, A. Araujo est assassiné. Cet événement fermait en quelque sorte une période de violences et d'expropriations des terres communales indigènes commencée en 1882; et consolidait par conséquent la concentration de la terre dans les mains de quelques familles.

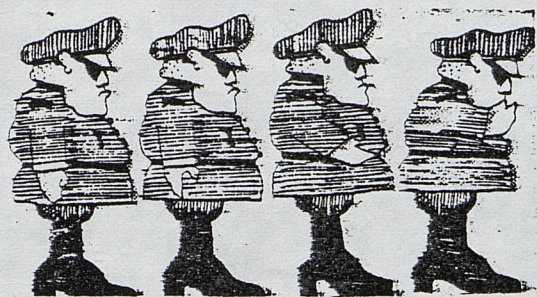
L'assassinat du président Araujo laisse le champ libre aux Meléndez, une famille d'ambitieux qui va inaugurer une longue période de pouvoir dynastique, jusqu'en 1927. Durant quatorze ans le père fait élire le fils et ainsi de suite, les élections n'étant qu'un pur exercice formel.

En 1927, et après de grandes mobilisations populaires qui ont vu notamment l'apparition des syndicats, les Meléndez passent la main et arrive au pouvoir P. Romero Bosque, un homme qui bénéficiait en plus de la sympathie populaire. Dès son entrée en fonctions le nouveau président fait preuve d'indépendance et prend des positions nettement contraires à celles du régime des Meléndez. Il lève l'état de siège qui avait duré tout le long du gouvernement précédent et protège un relatif exercice des libertés et droits démocratiques, bien que vers la fin de son mandat, face au mouvement syndical qui se renforce, il ait pris des mesures antipopulaires.

(*) C'est le titre d'un manifeste publié par la Démocratie Chrétienne en 1979, avant le coup d'Etat... Mr Duarte, l'actuel chef de la junte, est le fondateur du Parti Démocrate Chrétien au Salvador.

1931, les militaires.

Lors des élections de 1931 six candidats représentant tous les secteurs du pays se disputent la présidence: oligarchie, propriétaires plus ou moins libéraux, classes moyennes, ouvriers et paysans. Le candidat soutenu par les secteurs populaires gagne les élections mais son mandat ne durera que neuf mois. Incapable de tenir ses promesses du fait notamment de l'attitude intransigeante des gros propriétaires terriens, il est renversé par un coup d'état organisé par les militaires, jusque là restés dans leurs casernes: ce sera le début d'une longue période qui n'a pas encore pris fin, un demi-siècle de dictatures militaires inauguré ce 2 décembre 1931 par le général Hernandez-Martinez et dont la version actuelle est la junte "présidée" par Napoléon Duarte.



La dictature du général Martinez se caractérisa surtout par la terreur et la répression. A peine trois mois après son installation à la tête de l'Etat il fit massacrer, en moins d'un mois, plus de trente mille paysans et ouvriers. Arrivé au pouvoir par un coup d'état que les Etats-Unis se montraient réticents à accepter, le soulèvement populaire sur lequel il venait de triompher permit au dictateur de "légitimer" sa position. Pendant quatre ans il s'en suivra une série de péripéties diplomatiques à travers lesquelles Martinez s'est révélé un fin négociateur, cherchant à convaincre les USA de leur intérêt à le soutenir face au "danger rouge".

En 1935 le dictateur organise des élections. Cette fois il se charge de bien préparer son "triomphe", ainsi que les fois suivantes, jusqu'en 1944 où, à la suite d'une grève générale très dure qui engage tous les secteurs du pays excepté l'oligarchie, il est obligé de partir.

C'était le 9 mai 1944 et pendant cinq mois le Salvador va vivre dans

l'espoir du changement: conformément à la Constitution, un président est nommé par l'Assemblée législative, lequel doit assurer l'interim et organiser des élections démocratiques.

L'opposition, mal remise des treize ans de répression, tente de s'organiser... et s'en tient aux promesses.

Le "Régime de la Parole d'Honneur"

Vers le mois de juin trois positions se dessinaient quant au chemin qui devait être suivi pour conquérir la légalité et la normalisation de la vie politique dans le pays.

La première, défendue par les organisations populaires et selon laquelle il fallait continuer sur la lancée de la grande grève générale, abolir la Constitution "martiniste" et revenir à celle de 1886, la seule à leurs yeux qui pouvait garantir une véritable vie démocratique.

La deuxième était défendue par les députés de l'Assemblée législative, tous des hommes de Martinez. Selon eux la bonne Constitution était celle que le dictateur avait fait voter en 1939. Il s'agissait d'un "martinisme" sans Martinez.

La troisième cherchait à se placer au milieu: le pays vivait une période de transition et par conséquent il fallait dans certains cas s'appuyer sur la Constitution de 39 et dans d'autres cas il fallait faire confiance à la "Parole d'Honneur" des hommes qui assuraient la transition, en attendant l'Assemblée Constituante.

Le Front Uni Démocratique (FUD) issu de l'union des partis et organisations diverses qui avaient participé au renversement du dictateur (ouvriers, étudiants, professionnels) s'est rangé derrière la "troisième voie".

L'élection d'une Assemblée Constituante est donc devenu le centre des débats.

Un élément était cependant sous-estimé: l'armée. Celle-ci, très compromise avec l'ancien régime et avec l'oligarchie fit connaître sa position alléguant le "respect de la loi", ce qui signifiait en clair la Constitution de 1939.

Dans le manifeste des militaires on pouvait lire: " Vous devez avoir confiance dans une armée qui a juré respecter les institutions républicaines (...) une armée qui n'a d'autre engagement que la défense de la Patrie". Le président approuva cette intervention, car comme il l'a fait savoir "l'armée est une institution de l'Etat dont le rôle est de garantir le respect de la Constitution..." Grotesque mais vrai! Lorsque Martinez avait fait abroger la Constitution de 1886 cette même armée ne s'était pas manifestée.

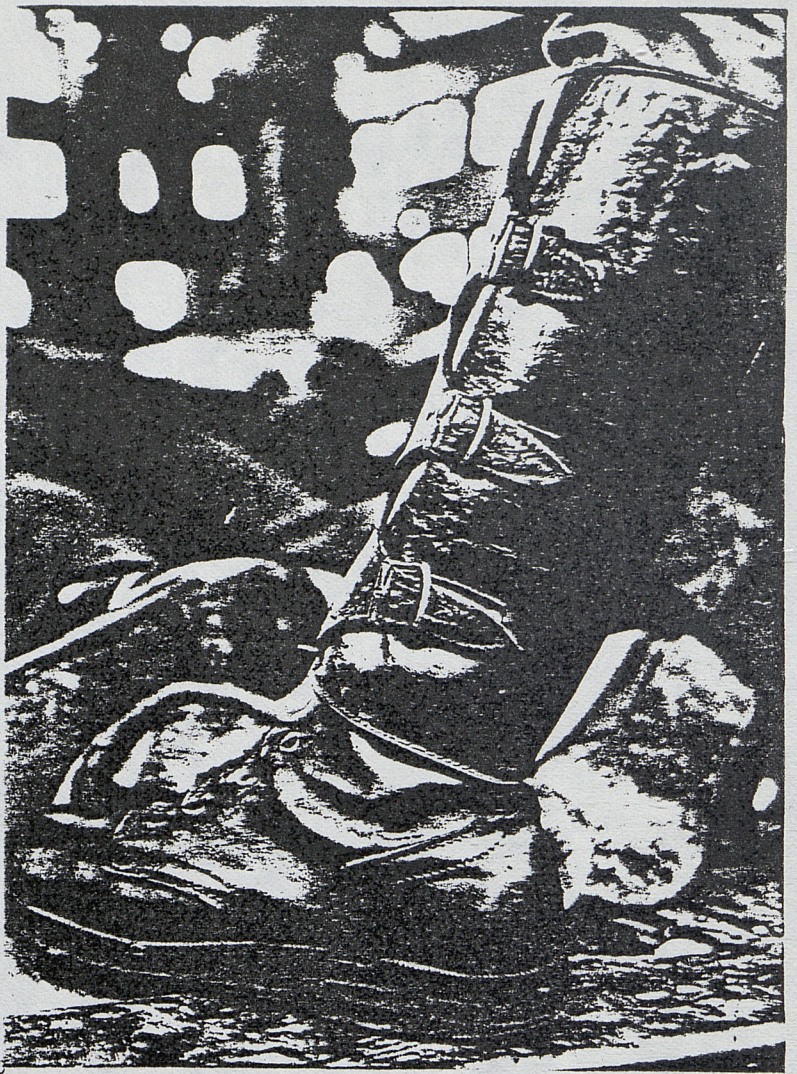
Ce fut un coup dur pour le FUD, lequel ne tarda pas à se diviser.

La réponse populaire, face aux intentions des militaires, fut par contre unanime: les manifestations massives dans les rues de San Salvador et des principales villes du pays mirent en évidence les hésitations et les faiblesses du président provisoire et de certains partis d'opposition. Ce fut la pression populaire qui amena le président, en accord avec l'opposition et des secteurs représentatifs, à décider de la date des élections, à savoir janvier 1945. L'accord comprenait également le retour à la Constitution de 36. La joie gagna tout le pays, l'impression d'avoir fait un pas très important vers la démocratie était générale. Personne à ce moment-là ne pouvait douter que les élections seraient gagnées par la gauche.

L'erreur

Les forces de l'opposition commirent plusieurs erreurs, mais la principale fut sans doute celle de croire en une issue légale à la crise que traversait le pays; l'opposition voulait apporter des solutions sans toucher aux structures ni surtout aux hommes mis en place par la tyrannie. Cette naïveté prenait de grandes proportions en particulier après les déclarations des militaires, lesquels préparaient, dans l'ombre, leur coup de force.

Le coup eut lieu dans la nuit du 21 octobre 1944, et fut dirigé par le colonel O. Aguirre, chef de la police dans le régime antérieur. La répression contre tous les opposants fut brutale. Cependant Aguirre ne put ignorer les promesses de "libéraux" concernant les élections. Sa tâche consista alors à tout mettre en oeuvre pour que le candidat des militaires arrive au pouvoir. Ce fut le général Castaneda.



1948 : un nouveau coup de palais

Le 14 décembre 1948 un groupe de "jeunes militaires" à la tête duquel se trouve le colonel Osorio chasse le président Castaneda et proposent au pays un programme de réformes assez semblable à celui que le colonel Majano envisageait lors du coup d'état du 15 octobre 1949.

Une des premières mesures du nouveau régime fut la promulgation d'une Constitution politique qui établissait un Code électoral permettant la liberté effective du suffrage universel. L'élection du président et de l'Assemblée Constituante devait avoir lieu en 1950. Deux partis se sont disputé les votes des Salvadoriens et ce fut le parti du colonel Osorio qui l'emporta. Ayant obtenu la "légitimité" devant le pays le colonel Osorio réalisa quelques réformes et toléra une relative syndicalisation des ouvriers mais non pas celle des paysans car il rencontra la farouche opposition des gros propriétaires terriens.



Le successeur du colonel Osorio:
le colonel Lemus.

Osorio termina normalement son mandat en 1956, lui succédant le colonel Lemus, proposé par le parti officiel.

Lemus très vite s'est révélé un président dictatorial, s'attaquant à ses opposants et réduisant l'étendue des réformes de son prédécesseur. En 1960 il s'attaqua à l'Université Nationale, envoyant l'armée saccager les locaux et faisant prisonniers de nombreux étudiants et enseignants. Il devait être renversé à l'automne de la même année.

Une junte réformatrice prit le pouvoir, mais elle fut renversée à son tour à peine trois mois plus tard par un coup de force sanglant. A la tête des putschistes se trouvaient les colonels Portillo et Rivera, deux représentants du secteur dur de l'armée.

Deux ans plus tard, en 1962, des élections eurent lieu mais cette fois aucun parti d'opposition ne put y participer... et le colonel Rivera, naturellement fut "élu" majoritairement! Il est vrai qu'un an avant une Assemblée Constituante composée seulement d'hommes du parti officiel avait élaboré une nouvelle Constitution, qu'ils n'ont pas hésité à appeler "démocratique" et qui devait assurer l'élection de leur candidat.

Rivera termina son mandat. Il y eut des élections en 1967 dans lesquelles participèrent, en plus du parti officiel, deux partis représentant l'opposition. Malgré une série d'intimidations à l'encontre des hommes de gauche on peut affirmer que, par rapport aux élections passées, les élections de 1967 se sont déroulées dans une certaine liberté. Mais... le candidat officiel gagna ces élections.

Les élections de 1972

Cette année-là les élections se déroulèrent également dans un cadre qui permit une relative liberté d'expression à l'opposition. C'est ainsi que le Conseil Central des Elections proposa un projet de réformes de la Loi électorale, invitant les partis à donner leur opinion. L'opposition à l'unanimité se prononça contre le projet estimant qu'il cherchait à favoriser le parti officiel.

Les propositions de l'opposition furent réfutées par le CCE, mais la discussion publique du projet créa le clima favorable à une entente entre les partis d'opposition, lesquels malgré leurs différences idéologiques voyaient dans l'union la possibilité d'arriver au pouvoir. Le MNR (social-démocrate), la Démocratie Chrétienne et l'Union Démocratique Nationaliste (UDN, pro-communiste) décidèrent de se présenter ensemble aux élections sous un seul drapeau, l'Union Nationale d'Opposition (UNO). Leur candidat était Napoléon Duarte, le fondateur du parti démocrate chrétien. Candidat à la présidence était le docteur G. Ungo, du MNR.

L'oligarchie du café créa de son côté son parti, tandis que le secteur industriel et le grand commerce fondaient le Parti Populaire Salvadorien (PPS). Le parti officiel, appuyé bien entendu par l'armée et par d'autres secteurs de la bourgeoisie présenta comme candidat le colonel A. Molina. Bien que tout le monde ait eu le droit formel de mener campagne, seul le candidat officiel, qui comptait sur des moyens exorbitants que lui procuraient les milieux qui le soutenaient, monta une campagne qui lui permit d'accaparer radio, presse et télévision, en plus des pressions diverses au moyen d'un appareil administratif mis à son service.

La propagande du candidat officiel était autant simpliste que tapageuse: cela consistait à accuser sur sa gauche les extrémistes "athées et agents du communisme international"; et sur sa droite les extrémistes "recalcitrants" opposés à toute réforme permettant d'enrayer "l'injustice dans les villes et les campagnes". Le jeu était habile: il consistait à faire croire à une position de juste milieu.

A l'approche de la date fixée pour le vote plusieurs personnalités furent menacées de mort dont Monsieur Duarte lui-même: se rendant à un meeting en province la voiture dans laquelle il voyageait fut mitraillée.

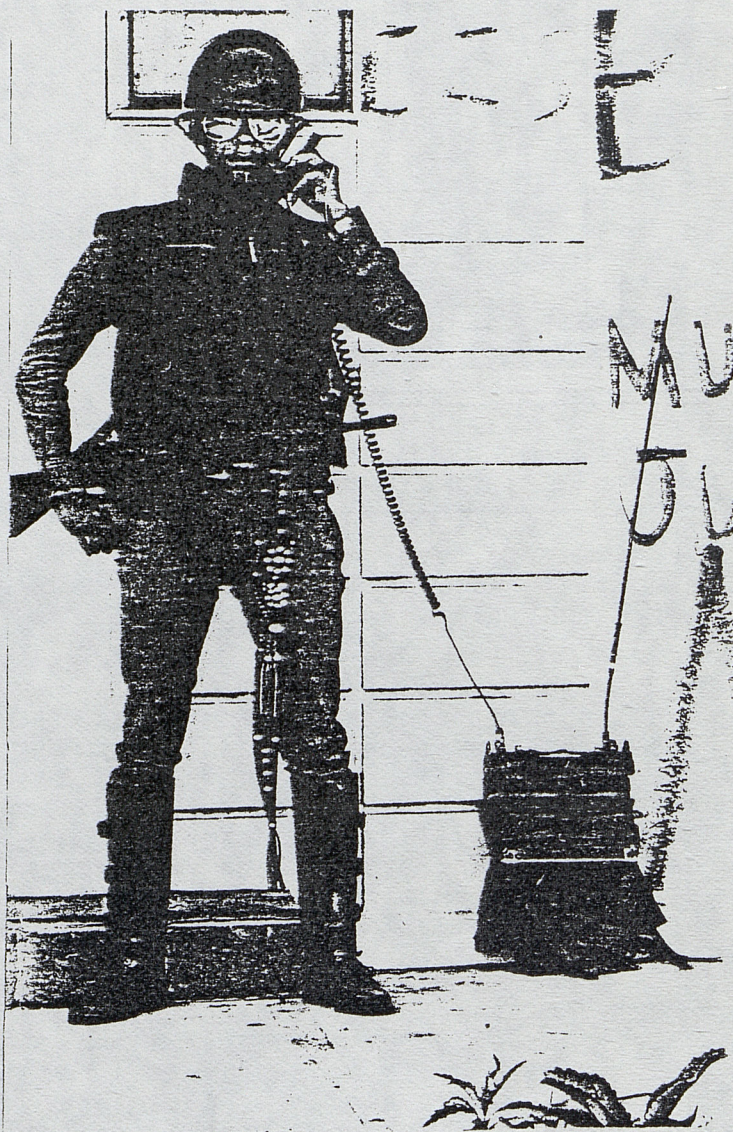
C'est ainsi que le scrutin se déroula au milieu de nombreuses irrégularités, dont les auteurs étaient notoirement connus par la population. Selon le résultat officiel publié par le CCE le colonel Molina gagna les élections, sans toutefois atteindre la majorité absolue. Selon la Constitution politique il revient dans ce cas à l'Assemblée législative de se prononcer et de désigner le vainqueur. La précipitation avec laquelle elle s'est réunie pour déclarer président élu le colonel Molina vint confirmer aux yeux du pays tout entier que les réclamations et protestations de l'opposition selon lesquelles il y avait eu fraude électorale, étaient fondées.

Une nouvelle fois la volonté populaire était bafouée. Elle devait l'être encore: en 1974 lors des élections municipales et législatives le gouvernement ne publia jamais les résultats, le CCE se contentant simplement de publier les noms des vainqueurs. En 1976, de nouveau il y eut des élections municipales et législatives. Les irrégularités étaient telles que l'opposition n'a eu d'autre recours que de se retirer, laissant le terrain au seul parti officiel(1).

Le gouvernement de Molina fut particulièrement répressif à l'égard de toute forme d'opposition: moins de trois semaines après son entrée en

1.- Une commission de l'Organisation des Etats Américains (OEA) ayant en - quête sur place sur les atteintes aux droits de l'homme a enregistré dans son rapport (nov. 1978) de très nombreux témoignages sur le déroulement de ces élections.

fonctions, le 19 juillet, il ordonna l'intervention de l'armée à l'Université Nationale, faisant prisonniers plus de huit cents personnes et expulsant le Recteur et quatorze professeurs du territoire national. Deux mois plus tard 21 syndicalistes membres des partis de gauche durent prendre le chemin de l'exil...



Les élections de 1977

A nouveau le peuple salvadorien fut appelé aux urnes pour l'élection du successeur du colonel Molina. Deux candidats étaient en lice: le général Carlos Humberto Romero, le candidat officiel, et un officier de réserve, le colonel Ernesto Claramount, candidat de l'UNO.

Jamais fraude ne fut plus ouverte, plus cynique et violente. Jamais dans la longue série de mascarades durant 3/4 de siècle le peuple salvadorien n'avait assisté à un tel déploiement de moyens pour dénaturer ses sentiments démocratiques.

La Commission de l'OEA déjà mentionnée a publié un résumé des irrégularités qu'elle a pu constater. Une trentaine de cas sont cités dont certains, s'il ne s'agissait pas de la triste et douloureuse histoire d'un peuple, prêteraient à rire, comme issus de l'imagination d'un joyeux conteur.

En voici quelques uns:

- des instructions furent données pour arrêter les délégués de l'UNO qui se présenteraient dans les bureaux de vote;

- des instructions furent données aux membres du CCE(!) leur demandant de ne pas collaborer avec les délégués du parti officiel;

- des détachements de ORDEN (une organisation à caractère fasciste au service du pouvoir) furent envoyés partout "pour régler les cas litigieux";

- des bureaux de vote durent fermer au milieu de la journée pour cause de "pannes" d'électricité;

- des urnes remplies de bulletins et amenées la veille au bureaux de vote;

- des violences diverses à l'encontre des représentants du CCE et de l'UNO qui voulaient faire respecter l'intégrité du scrutin;

- sur un total de 3540 bureaux de vote les délégués de l'opposition ne furent autorisés à être présents que dans 920.



La Commission de l'OEA cite particulièrement un cas, pour elle exemplaire, de violences et fraudes: A Suchitoto, ville située à une quarantaine de km au Nord de la capitale, les délégués de l'UNO furent systématiquement écartés et menacés. Un fonctionnaire fut agressé. Les violences furent telles que le chef local de l'UNO ordonna à ses collaborateurs de se retirer. Il était 9h du matin; vers 11h, alors que au moins 50% des électeurs ne s'étaient pas encore exprimés on annonça que "c'était fini, qu'ils pouvaient se retirer..." Plusieurs personnes ayant voulu porter plainte, on se contenta d'enregistrer leurs noms sans leur délivrer un quelconque récépissé.

Malgré les protestations très nombreuses et très diverses le général Romero fut déclaré vainqueur...

L'opposition organisa des manifestations pacifiques pour protester contre la fraude.

La tension montait dans tout le pays au fur et à mesure que les détails de la fraude étaient connus. Une semaine après le scrutin, le 28 février se produisit le dénouement tragique: l'armée qui encerclait la place "Liberad" où étaient concentrées plus de 20 000 personnes, décida de charger, laissant un solde de plus de 200 morts et des centaines de blessés dans les rues de San Salvador. Le gouvernement décréta l'état de siège et la suspension des garanties constitutionnelles, prétextant l'agitation des "communistes".

Le nouveau président entra ainsi en fonctions, avec du sang dans les mains. Ce devait être le régime le plus brutal des années 70: le 8 mai 1979 le monde entier a pu assister, retransmis presque en direct par la télévision, à l'horrible massacre de la population sur les marches de la cathédrale de San Salvador.

Le coup d'Etat du 15 octobre 79

A l'automne la crise est déjà très grave. Romero a le peuple contre lui. Un coup d'Etat organisé par l'armée sous les conseils de l'ambassade américaine au Salvador met fin à son mandat.

Et c'est le début de la dernière période de l'histoire terrible que vit le peuple salvadorien depuis bientôt 80 ans. Verra-t-il un jour ce peuple, respecter sa volonté, son désir de paix, son attachement à la démocratie, prouvé, tout au long de ce vingtième siècle, en se rendant aux urnes chaque fois qu'il y a été appelé, et toujours trompé?



Cette longue histoire électorale présente deux grandes étapes, la première qui va du début du siècle jusqu'à 1931; et la deuxième jusqu'à nos jours.

• Entre 1903 et 1931 c'est l'époque du népotisme: le peuple, trompé, bafoué dans ses sentiments démocratiques, assiste à la valse des présidents que les grandes familles veulent bien lui imposer.

• A partir de 1931 l'oligarchie renonça à gouverner directement. Si avant le coup de Martinez l'idée politique triomphait selon laquelle seuls des civils pouvaient accéder à la présidence, après le coup, c'est l'idée contraire qui s'imposa. "Si avant, des membres de l'oligarchie se lançaient dans la lutte pour le pouvoir (...) maintenant (elle) renonçait au jeu politique, pour le livrer à la tyrannie militaire dont elle approuvait les manèges impositionnistes et frauduleux. En peu de mots, à partir du 2 décembre 1931 le pouvoir politique passa aux mains de l'armée, qui se transforma en grand électeur et en une espèce de parti politique toujours en armes"(2)

2.- Jorgé Arias Gomez: Ebauche biographique d'Agustin Farabundo Martí

Cette dernière étape présente un certain nombre de constantes:

- la volonté des militaires, exprimé à travers le parti officiel, s'est toujours imposé, soit au moyen de la fraude, soit par le coup de force;

- il y a toujours eu des voix dissidentes (les "jeunes militaires") qui expriment leur désaccord devant de tels procédés mais qui ont toujours été perdants;

- au cours des périodes électorales sont annoncés toute sorte de mesures devant garantir le scrutin mais lorsque les forces populaires apparaissent comme une menace réelle au projet officiel, la répression brutale se charge de les anéantir;

- la tendance qui veut que le parti officiel —qui exprime la position des militaires— apparaisse comme "centriste" s'est accentuée au cours des années, au point d'être en ce moment l'argument le plus utilisé par la junte.



Des élections pour 1982 ?

Pour justifier leur position "centriste" les auteurs du putsch d'octobre 79) avaient besoin d'un homme, d'un civil. Le démocrate chrétien Napoléon Duarte, celui-là même qui avait été leur victime en 1972 est prêt à servir leurs projets. "La démocratie chrétienne nous est utile au plan international et elle nous apporte une façon politique d'aborder les problèmes qui nous fait souvent défaut (...) Toute junte doit avoir un président, et je pense que dans notre cas, il faut que ce soit un civil", déclare ouvertement le colonel Gutiérrez (Le Monde, 13/11/80)

Les militaires ont un plan: avec l'aide américaine ils se chargent d'anéantir les forces populaires (ils appellent cela la "pacification"), tandis que Duarte se charge de parler "démocratie", surtout à usage externe. Le monde entier a pu constater, horrifié, les résultats de ce plan (selon la Commission des Droits de l'Homme au Salvador 30 000 personnes auraient été assassinées depuis le coup d'Etat).



"Il faut sortir le poisson de l'eau" disent les militaires, pour justifier la répression contre la population civile, base d'appui de la guérilla; oubliant que là où il y a de l'eau on trouve du poisson. "Il faut des élections" dit Duarte, oubliant que cette fois le peuple s'est donné les moyens de ne plus jamais se laisser tromper. Depuis onze ans, en effet, le peuple salvadorien a consolidé et maîtrisé, peu à peu et avec d'indicibles sacrifices ses instruments de lutte, aboutissant en 1980 dans le FMLN et le FDR; et avec quoi il viendra à bout de ses oppresseurs.

Par son courage, parce que sa lutte est juste le peuple salvadorien a suscité l'admiration et la solidarité dans le monde entier. En parlant d'élections Monsieur Duarte espère sans doute pouvoir manipuler l'opinion internationale, lui faisant croire que c'est lui qui veut la démocratie et pas nous. Depuis le mois de janvier dernier la Commission Politico-Diplomatique du FMLN-FDR a exprimé sa volonté de dialogue; depuis le 28 février la même Commission s'est déclaré prête à envisager une solution politique au conflit. Le 22 mai la junte faisait savoir officiellement son refus à toute négociation. Parallèlement l'armée n'avait cessé de lancer, avec l'aide du gouvernement des Etats-Unis, offensive sur offensive contre les zones contrôlées par le FMLN, sans le moindre succès. Pas de négociation, victoire militaire semblait être son stratégie. Aujourd'hui l'armée salvadorienne a fait la preuve de son incapacité à vaincre les forces populaires. Autrement dit, ni négociation ni victoire militaire.

Ainsi à l'heure actuelle, le rôle que les militaires avaient assigné à Duarte se trouve bien diminué; et des réformes dont il devait "naturellement" s'occuper il ne reste rien. La formule tant et tant utilisée dans le passé "répression plus réformes" a échoué.

Aujourd'hui elle devient "répression plus élections".

Car quel est le contexte dans lequel ce processus électoral est proposé au peuple salvadorien? Depuis 16 mois le pays est en état de siège et depuis 5 mois sous la loi martiale. Par de nombreux décrets l'armée est autorisée à investir les lieux de travail (une vingtaine d'usines se trouvent militarisées); depuis 14 mois l'Université nationale est militarisée également et aucune activité éducative n'y est exercée; tous les moyens de communication de masses sont interdits à l'opposition; de nombreux journalistes ont été assassinés sans que jamais la junte ait fait le nécessaire pour éclaircir les circonstances de leur mort; l'armée a fait circuler une liste comprenant les noms de 138 personnalités parmi lesquelles des universitaires et des prêtres, qualifiés de bandits, de terroristes et de "dangereux ennemis de la Patrie" et par conséquent devant être condamnés à mort...

Comment, dans un tel climat de terreur, la junte entend-elle recouvrer la confiance du peuple salvadorien et l'appeler aux urnes? Comment le peuple salvadorien, ayant dans ses mains, pour la première fois dans son histoire, les moyens de faire respecter sa souveraineté, peut-il tomber dans un tel piège?

Nous disons: à l'heure actuelle, alors que la guerre de libération a atteint des degrés élevés et qu'une des parties engagées dans cette guerre est l'actuel gouvernement, un processus électoral ne peut être garanti par ce même gouvernement. C'est pourquoi, pour nous les élections ne sont qu'un élément, et en tout état de cause pas le premier, d'une solution politique globale permettant de créer les conditions —aujourd'hui inexistantes— pour que le peuple s'exprime. Le peuple, c'est-à-dire tous les Salvadoriens, y compris ceux qui à l'heure actuelle ne sont pas représentés dans le FDR, et qui n'ont aucune confiance dans les promesses de Duarte.

FDR
EL SALVADOR LIBRE

FMLN

Reagan et le Salvador: une politique irréaliste

La politique suivie à l'heure actuelle ne répond pas à des simples préoccupations conjoncturelles, qui seraient liées aux spécificités de ce pays, mais plutôt à une volonté stratégique plus globale.

L'hégémonie américaine sur le monde "libre" a été singulièrement ébranlée depuis les années soixante: défaite en Indochine, triomphe de la révolution au Nicaragua et dans certains pays d'Afrique, humiliation en Iran, apparition de concurrents économiques comme le Japon ou l'Allemagne, etc.

Aux velléités humanistes d'un Carter avec sa politique des droits de l'homme, a succédé une froide résolution de reprise en main du monde occidental par les Etats-Unis, de reconquête du leadership, mais la situation n'est plus ce qu'elle était il y a 20 ans.

La nouvelle volonté de puissance américaine peut se mesurer aux efforts consentis sur le plan militaire. Le budget actuel est le plus important jamais proposé en temps de paix. Les experts du Pentagone prévoient même qu'il devra être dépassé. La nouvelle doctrine stratégique prévoit que les Etats-Unis doivent être à même de conduire simultanément deux guerres, l'une en Europe, l'autre dans le Golfe Persique ou en Amérique centrale, alors qu'auparavant on parlait d'une guerre et demie. Les troupes américaines en R.F.A. vont se rapprocher des frontières de la Pologne, de la R.D.A. et de la Tchécoslovaquie pour accroître leur efficacité.

LE TEST SALVADORIEN

Dans ce contexte l'administration américaine a voulu faire du Salvador un test de sa nouvelle politique: soutien au régime "autoritaire" mais non "totalitaire", volonté de radicaliser le conflit en le présentant comme la pointe avancée de la lutte entre l'Est et l'Ouest en accusant Cuba et l'Union Soviétique d'aider le FMLN, intervention par l'aide économique et militaire.

Cette politique jusqu'au-boutiste passe par le refus de toute réelle médiation internationale et par la recherche d'une victoire militaire sur les révolutionnaires, quel que doive être le prix payé par la population, considérée comme acquise à la subversion. La suite est connue, nous avons publié les chiffres sur les conséquences de l'intervention américaine.

C'est sur le terrain militaire que les Etats-Unis ont rencontré leurs premiers problèmes. Malgré une aide massive,



l'armée de la junte n'a pu venir à bout de la guérilla, celle-ci a renforcé ses positions, ouvert de nouveaux fronts. Pour devenir réellement efficace, le soutien américain devrait franchir un seuil qualitatif, celui d'une intervention directe ou par alliés interposés avec tous les risques que cela comporte. Sur le plan politique et diplomatique, la situation n'est guère meilleure. Les Etats-Unis n'ayant pu rallier leurs alliés de l'OTAN à leurs positions; la junte est de plus complètement discréditée, minée par les tensions internes et l'on entend de nouveau des rumeurs de coup d'Etat.

UNE POLITIQUE TRES CONTESTEE

S'il faut stopper la révolution au Salvador, il faut aussi empêcher la contagion des autres pays. C'est le projet de mini plan Marshall qui lui aussi connaît bien des déboires. Lors de la dernière réunion à Nassau (Bahamas) des ministres canadien, vénézuélien et mexicain des affaires étrangères avec Haig, les Américains ont dû concéder dans le communiqué commun "qu'il y avait des avantages substantiels à aborder le développement économique sans considération militaire ou préconditions politiques". A aucun moment les positions, des USA d'un côté, et celles du Vénézuéla et Mexique de l'autre, ne se sont rapprochées sur l'aide à Cuba, au Nicaragua et à Grenade. Le seul résultat concret est que les pays initiateurs allaient consulter les éventuels bénéficiaires et donateurs d'aide économique.

Si la politique salvadorienne de l'administration Reagan est loin de faire l'unanimité aux Etats-Unis même, celui-ci n'a pas plus de succès avec sa politique générale. Des voix commencent à s'élever dénonçant le manque de réalisme d'une politique de confrontation stérile avec l'Union Soviétique. L'inquiétude se fait jour aussi chez les alliés, convaincus qu'il faut trouver des arrangements avec l'Est sur toute une série de questions brûlantes (armements en Europe, Afghanistan). Pour Reagan, l'état de grâce est terminé, les échéances se rapprochent sur un certain nombre de questions comme le Salvador. Les prochains mois seront décisifs.



LA JUNTE LÉGALISE

LE GÉNOCIDE

LA JUNTE MILITAIRE ET DÉMOCRATE CHRÉTIENNE A PRIS RÉCEMMENT UNE SÉRIE DE MESURES, EN FLAGRANTE VIOLATION DE LA CONSTITUTION, DANS L'INTENTION D'INS-TITUTIONNALISER LA RÉPRESSION ET DE LÉGALISER L'EXTERMINATION DE LA PO-PULATION.



Il faut souligner le fait que ces mesures ont été prises dans un pays qui vit sous l'état d'exception depuis fort longtemps, autrement dit ces mesures constituent un signe supplémentaire de l'incapacité de la junte à arrêter l'avancée du mouvement populaire; et du danger qui courent actuellement au Salvador les intérêts de l'oligarchie liée à l'impérialisme.

Depuis 1932 tous les régimes, sans exception, ont violé la Constitution, mais la junte actuelle a atteint des limites jamais vues dans notre pays.

Ainsi par exemple le 3 décembre 1980 fut adopté par la junte le décret n° 507, sous le nom de "Loi spéciale de procédures applicables aux délits contre l'article 172 de la Constitution politique d'El Salvador" (1). Ce décret a un caractère encore plus répressif que la tristement célèbre "Loi de défense et garantie de l'ordre public" adoptée sous le régime du colonel Carlos H. Romero.

Selon le décret 507, toute personne peut être emprisonnée pendant 15 jours en "garde à vue"; puis, sans qu'il soit nécessaire d'apporter aucune preuve, son emprisonnement peut être prolongé de 120 jours. Par ailleurs toute accusation faite par un service public est une "preuve suffisante" pour le condamner pour délit de subversion.

Cette loi vise non seulement à empêcher les réunions et manifestations populaires, mais surtout à interdire la participation politique des Salvadoriens à n'importe quelle organisation, parti ou institutions s'opposant à la junte.

Les conséquences de l'application de ce décret sont connues de tout le monde. C'est le cas de l'intervention de la police et de l'armée dans les locaux de l'Université Catholique Centre-américaine, comme dans d'autres institutions ecclésiastiques. C'est le cas aussi de la destruction des locaux et persécution des membres de la Commission des Droits de l'Homme au Salvador.

Il faut ajouter que ce décret est combiné dans son application avec le décret n° 296 autorisant l'armée à occuper les centres de travail ainsi qu'à arrêter les syndicalistes.

Mais il y a plus: la junte proclame que la Constitution restera en vigueur seulement dans les aspects ne s'opposant pas à son "mouvement révolutionnaire". C'est-à-dire dans tous les aspects qui ne portent pas atteinte aux intérêts de l'oligarchie.

Le génocide perpétré par la junte contre le peuple salvadorien est maintenant légalisé... cependant, loin d'intimider le peuple la junte militaire et démocrate chrétienne récolte une opposition grandissante et une combativité populaire inépuisable.

1.- L'art. 172 garantit les droits d'association et de réunion. La Constitution actuelle fut promulgué en 1962.

LES ETATS-UNIS DOIVENT CESSER L'ENVOI D'ARMES AU SALVADOR



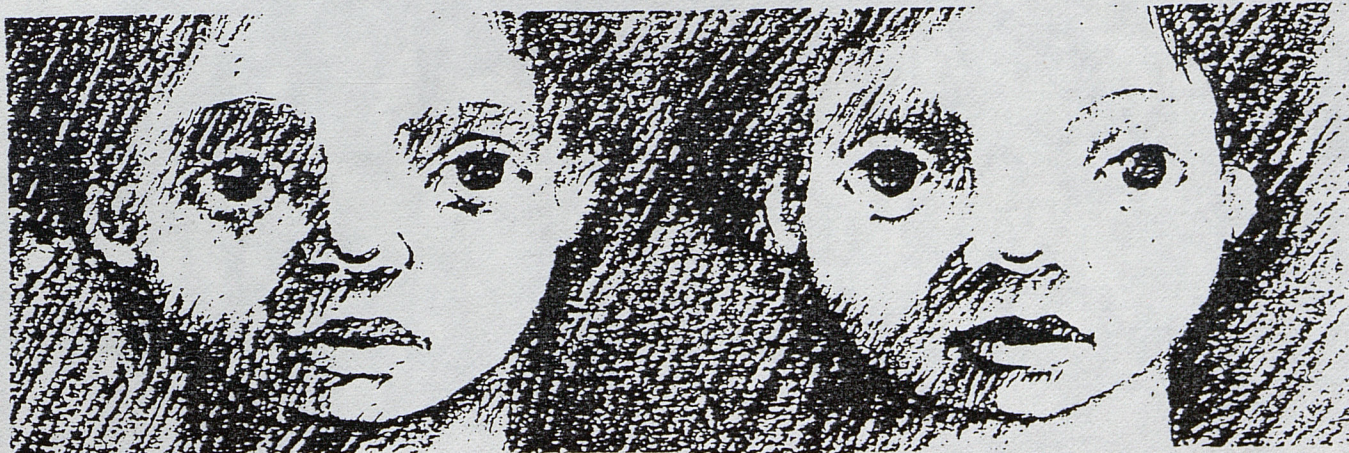
Les massacres contre la population civile se succèdent au Salvador. En même temps la junte parle de démocratie et d'élections, mais en réalité ce ne sont que des mots pour tromper l'opinion internationale: les assassinats, la torture, le viol et les enlèvements constituent le lot quotidien de la population salvadorienne. Selon la Commission des Droits de l'Homme au Salvador (CDHES) 90% des victimes sont des personnes sans armes...

Que faire pour arrêter cette tuerie? Il faut dénoncer, partout et par tous les moyens l'aide que le gouvernement américain apporte à ce régime sanguinaire; il faut exiger le respect par le gouvernement américain des décisions prises par les Nations Unies interdisant l'envoi d'armement à la junte salvadorienne (résolution 5-192 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 15 déc. 1980). L'opinion internationale est une force dont Mr. Reagan doit finir par tenir compte; les voix de la raison doivent pouvoir se faire entendre, contre l'arbitraire et le non respect des droits élémentaires du peuple salvadorien en particulier son droit à l'autodétermination: récemment encore Mr. Ed Bradbent, député social-démocrate au parlement canadien de retour

d'un voyage en Amérique centrale a condamné de génocide la junte de N. Duarte et exhorté le gouvernement américain à suspendre toute aide militaire au Salvador soulignant le fait que les causes du conflit qui oppose le peuple à la junte "ne viennent pas de l'extérieur" et que s'il faut les chercher "elles se trouvent dans l'injustice extrême qui règne dans ce pays". Une commission d'enquête du Parlement européen également de retour du Salvador a condamné la terreur exercée par l'armée contre la population civile; et constaté le refus catégorique de la part de N. Duarte à toute négociation.

L'exode et les nouveaux cas de barbarie

Au cours des dernières semaines la barbarie de l'armée et des bandes paramilitaires a atteint un nouveau degré, sans doute comme conséquence de l'échec de la grande offensive lancée au mois de juin contre les positions du FMLN sur le volcan Chinchontepec.



Impuissants à toucher un seul homme de la guérilla ils s'acharnent contre la population sans défense (environ 90% des tués sont des personnes sans armes, selon les responsables du Secours Juridique de l'Archêvêché de San Salvador).

Dans la ville d'Armenia 15 personnes ont été tuées, presque tous des jeunes. Plusieurs cadavres ont été trouvés dans les rues de la capitale, tous portaient des traces de torture. Sur la route qui conduit de la capitale à Suchitoto (dans le Nord) trois autres cadavres mutilés ont été trouvés, dont celui d'un vieillard. Des enfants ont été tués à Arcatao, près de la frontière avec le Honduras, dans le département de Chalatenango; etc., etc. Les militaires ont publié une liste de 36 personnes "condamnés de mort" par eux dans la ville de San Antonio Abad, non loin de la capitale.

D'autre part deux enseignants qui devaient recevoir un prix récompensant leurs mérites se trouvent prisonniers à Santa Tecla, dans les environs de San Salvador. Il s'agit de Antonio Carías et Miguel Angel Ayala, membres de ANDES, leur organisation syndicale. Avec 18 autres collègues ils ont été accusés d'appartenir à des organisations politiques, ce qui pour la junte constitue un crime...

En deux mots, un mois de juillet particulièrement meurtrier: au moins 1300 personnes, d'après nos calculs auraient trouvé la mort du seul fait de la répression.

Les journalistes de la presse étrangère au Salvador (très nombreux) appellent leur travail quotidien, "le parcours de la mort"...



A l'occasion de leur passage à Genève pour assister à la Conférence de l'OIT en juin dernier, trois représentants du Comité d'unité syndicale du Salvador (CUS) ont été interviewés par "VOIX OUVRIERE", organe hebdomadaire du Parti Suisse du Travail-POP. Nous reproduisons intégralement cette interview.

Ah! s'il s'agissait d'El Salvadornoïc!

Des massacres continuels, comme celui des 600 paysans tués et jetés dans le Rio Sumpul le 14 mai dernier; des assassinats innombrables, comme ceux de Mgr Romero et des membres de la Commission des droits de l'homme; en tout plus de 17000 morts en deux ans, cent mille personnes cachées dans les maquis, 250000 réfugiés à l'étranger; un peuple entier opprimé par une junte d'extrême droite, ne pouvant survivre que grâce à l'appui de l'impérialisme américain.

Et malgré cela un peuple admirable, qui résiste, met en échec, par ses propres forces, une puissante machine militaire et dont le mouvement ouvrier réussit à maintenir une activité syndicale. Cela mérite l'admiration et le respect; et cela devrait faire les gros titres des media, lorsqu'une délégation du Comité d'unité syndicale, authentique représentant des travailleurs de ce pays, parvient à se rendre à la session de la Conférence internationale du travail à Genève. Mais voilà: il ne s'agit que d'El Salvador, où il n'y a qu'une simple guerre d'extermination antipopulaire en cours; où le mouvement syndical est tout au plus menacé d'annihilation; où les dirigeants syndicaux ne risquent que la torture et la mort; où ces Sanchez, Martinez et Mendoza ne peuvent prétendre rimer avec Walesa...

Mais la VO — quasiment seule de toute la presse en Suisse romande — a décidé pour une fois de ne pas suivre une mode syndicale avec laquelle ces media se solidarisent soudainement aujourd'hui et de sortir des sentiers rebattus des plaines de la Vistule; en osant donner la parole à des syndicalistes salvadoriens, qui ne revendiquent pour les travailleurs de ce pays que le droit de ne pas mourir de faim!

VO — Quels sont les objectifs que vous avez cherché à atteindre par votre venue à la Conférence de l'OIT à Genève?

— Nous voulons dénoncer la violation des libertés et des droits syndicaux dans notre pays et révéler, par notre présence, que la délégation officielle d'El Salvador n'a pas l'appui de la masse des travailleurs, que la convention qui règle l'élection de la délégation ouvrière à cette conférence n'est d'ailleurs pas appliquée. Nous avons donc, avec l'appui d'organisations internationales telles que la CISL ou la FSM, fait des démarches pour pouvoir nous exprimer devant l'assemblée. Ce qui nous a été accordé, mais seulement pendant dix minutes devant les représentants des travailleurs de l'OIT.

VO — Qu'avez-vous pensé de la publicité donnée au leader syndicaliste polonais Walesa lors de cette conférence, alors que vous-mêmes avez eu tant de peine à vous faire entendre?

— Pour notre part, nous nous en sommes à peine aperçu, tant nous étions occupés, d'un bureau à l'autre, pour obtenir le droit à nous faire entendre. Nous voyons dans cette publicité faite à Walesa une manifestation du sensationnalisme de la presse, qui bien sûr reflète sa popularité internationale, mais qui provient aussi de la politique américaine, visant à détourner l'attention des exac-

tions impérialistes et à créer la confusion au sein du mouvement syndical. Mais nous soulignons aussi que la délégation polonaise a eu une attitude commune à cette conférence et que Walesa s'est distancé lui-même de ce sensationnalisme.

Une interview exclusive de la délégation* du Comité d'unité syndicale d'El Salvador à la 67^e session de l'OIT, réalisée par A. Rauber.

VO — Quelle est votre position face à la situation insurrectionnelle que connaît votre pays? Quelle peut être l'activité syndicale dans ce contexte?

— Le Comité d'unité syndicale est totalement en accord avec la lutte armée que mène le Front Farabundo Martí, qui est une légitime défense populaire contre la répression de l'oligarchie salvadorienne. Il est évident qu'une activité syndicale traditionnelle ne peut s'exercer dans ce cadre, car les lieux de réunion sont dynamités, les syndicalistes persécutés et assassinés. Néanmoins, les contacts entre dirigeants et bases syndicales ont pu être maintenus et certaines formes d'actions ont pu avoir lieu dans la clandestinité ou la semi-clandestinité.

VO — Mais, plus concrètement!...

— Nous ne pouvons guère donner de détails, si ce n'est pour dire qu'il ne s'agit

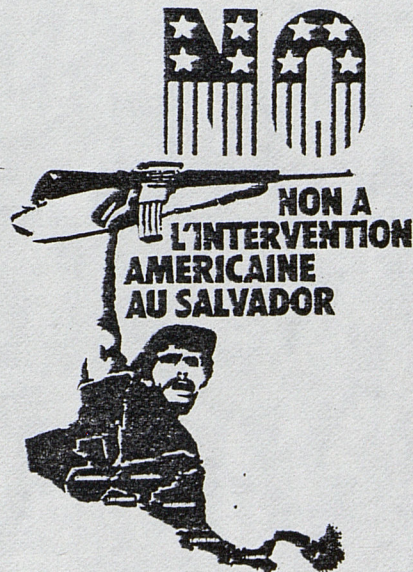
évidemment pas tant de luttes revendicatives que d'un travail de conscientisation et d'association à la lutte militaire. Un travail qui avait commencé il y a longtemps déjà, car c'était une réponse nécessaire à l'offensive de la junte militaire contre le mouvement syndical, dont les grèves avaient mis les possédants dans une situation très difficile.

VO — Quelles formes de solidarité et de soutien attendez-vous des travailleurs suisses?

— Tout d'abord, la ferme condamnation de l'intervention américaine; exiger que tous les syndicats soutiennent l'autodétermination du peuple d'El Salvador, qu'ils collaborent aux campagnes de libération des dirigeants syndicaux et politiques (en particulier celle d'Alejandro Molina Lara, secrétaire général du syndicat des travailleurs de l'industrie de la pêche et de José Sanchez, secrétaire général de la Fédération syndicale révolutionnaire). Nous appelons à développer un soutien économique à notre lutte et à demander la suppression des décrets antisyndicaux et anticonstitutionnels, comme le décret 296, qui empêche le libre exercice du droit d'organisation des fonctionnaires et le décret 44, qui militarise les entreprises privées et semi-privées.

Enfin nous demandons la solidarité internationale des gouvernements démocratiques pour assurer l'isolement politique et économique de la junte salvadorienne. Nous demandons aussi que les centrales ouvrières des pays démocratiques exigent que l'OIT enquête sur les nombreuses violations des libertés et droits syndicaux perpétrées par le gouvernement, ainsi que l'envoi d'une commission permanente qui garantisse ces libertés.

—*La délégation des syndicats salvadoriens était composée d'Alfonso Martinez, Ramon Martinez et Jorge Mendoza.



FEMMES

Maria Novoa dirigente de l'AMES (Association des femmes du Salvador) a déclaré au ministre français des droits de la femme, Madame Yvette Roudy, que les principaux objectifs de la lutte du peuple salvadorien étaient : la lutte l'imperialisme américain et la consolidation et l'unité du peuple salvadorien. Dans cette optique la tâche de la révolution appartient aussi bien aux femmes qu'aux hommes, du Salvador. Dans ce sens on ne peut pas parler de "feminisme", la femme étant un soldat qui lutte à côté des hommes pour transformer la société d'une forme intégrale. Madame Yvette Roudy a, à cette occasion, manifesté sa solidarité avec le peuple Salvadorien.

On a signalé que 4 dirigeantes salvadoriennes se trouvent emprisonnées à l'heure actuelle.

- Il s'agit de Pastora Rodriguez, paysanne arrêtée et torturée avec ses huit enfants.
 - Lilian Mercedes, dit "Clelia", commandante du FMLN, membre de la commission des masses.
 - Ana Margarita Gasteazora, secrétaire du MNR membre de l'internationale socialiste.
 - Licenciada Vida Cuadra journaliste.
- Femmes-Solidarité El Salvador, lance un appel urgent à toutes les femmes, à tous les hommes de notre pays pour exiger leur vie sauve et leur libération.



ABONNEZ-VOUS, SOUTENEZ-NOUS

"EL SALVADOR LIBRE"	- 4 numéros	25 F
	-12 "	75 F
	-24 "	150 F
-Abonnement de Solidarité: 200F,300F etc.			

Libellez vos chèques au nom de F.D.R. et envoyez-les à "EL SALVADOR LIBRE"

60, rue J.J. Rousseau 75001-PARIS

RADIO "VENCEREMOS"

appelle tous les poètes et compositeurs latino-américains et du monde à participer au

CONCOURS DE CHANT ET DE POESIE

dont les objectifs sont

- promouvoir, depuis nos tranchées les valeurs culturelles de notre peuple;
- mobiliser la solidarité internationale avec notre lutte sur le plan de l'art et de la culture;
- faire connaître le rôle très important que joue Radio "Venceremos" qui, face à la presse officielle, est le seul instrument de diffusion de nos valeurs culturelles.

Un jury composé de personnalités reconnues, écrivains, religieux et démocrates progressistes recevra les travaux du 1er juillet au 1er novembre 1981 à l'adresse suivante:

Apdo. postal 7-907, Mexico, D.F. - MEXIQUE .

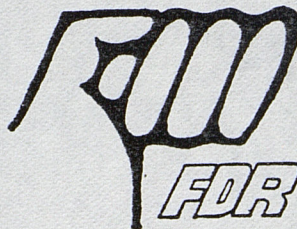
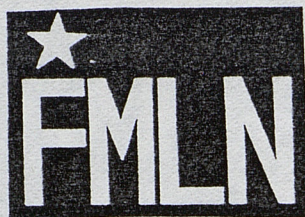
Il n'y a pas de limites imposés aux travaux . Au fur et à mesure que ceux-ci arriveront Radio "Venceremos" les fera connaître afin que les auditeurs expriment leur opinion, qui sera prise en compte par le jury.

Seront récompensés

- la meilleure chanson et le meilleur poème anti-impérialistes;
- la meilleure chanson et le meilleur poème exaltant la lutte du peuple salvadorien;
- la meilleure chanson et le meilleur poème exaltant la figure de Mgr. Romero.

L'auteur de la meilleure chanson ou du meilleur poème recevra un diplôme signé par la C.P.D. (Commission Politico-diplomatique du FMLN-FDR); la reconnaissance venue de chacun de nos fronts de guerre; un disque contenant les deux meilleurs travaux sera édité et diffusé par Radio "Venceremos"

Les auteurs résidant dans un pays étranger pourront utiliser un pseudonyme s'ils le désirent.



Bulletins de guerre 129 à 137

EMBUSCADES ET HARCELEMENTS

- 18 Juin.- Deux soldats ont été morts et quatre autres blessés lors d'une embuscade tendue par le FMLN, contre une partie de la brigade ATLCATL (force spécialisée de contre insurrection). L'embuscade s'est produite près de Suchichoto, 50 km au nord de San Salvador. Des actions d'harcelement ont été menées contre les quartiers de la police à Santa Ana, deuxième ville du pays. Une patrouille a été attaquée avec des mines Claymore, lors d'une embuscade tendue par les forces du FMLN à Aguillaes, 24 km au nord de San Salvador.
- 19 Juin.- Des sources militaires ont informé qu'une patrouille de la garde nationale a été attaquée lors d'une embuscade tendue à sept km au sud de la capitale. Un membre de la patrouille a été blessé, tandis qu'un autre contingent de la même patrouille qui se dirigeait à Arcatao a été attaqué, à 112 km au nord de San Salvador; dans l'embuscade deux gardes ont péri. D'autre part, dans le département de Chalatenango, à la ville de Guarjila un convoi transportant des soldats a été attaqué par les forces du FMLN.
- 6 Juillet.- Des forces du FMLN ont harcelé pendant des heures de divers quartiers de la police à Chalatenango.
- Le capitaine de la Garde Nationale, Manuel Dominguez a été tué lors d'une embuscade réalisée par des forces du FMLN à Las Vueltas et à La Ceiba, dans le département de Chalatenango. Une patrouille militaire envoyée comme renfort à La Ceiba est tombée sous le feu de la guérilla. Il y a eu un soldat tué et 23 blessés, selon les sources officielles.
D'autre part, des hélicoptères, envoyés par les Etats-Unis à la junte ont dû se retirer de cette zone contrôlée par le FMLN, à cause de l'intense feu d'artillerie.
- 9 Juillet.- Un porte-parole de la junte a informé qu'un conseiller américain a subi "un accident", et que plusieurs hélicoptères ont été endommagés pendant les entraînements.

SABOTAGES

- 19 Juin.- Une action de sabotage du FMLN, a fait dérailler un train à Santa Ana en produisant des importants dégâts, mais aucune victime.
- 25 Juin.- Deux transformateurs de grande puissance qui fournissaient de l'énergie électrique à tout le département de San Miguel ont été dynamités par le FMLN. L'action s'est passée dans le hameau "El Transito", produisant une panne qui se prolongea pendant 16h.

COMBATS

- 18 Juin.- L'opération militaire de l'armée salvadorienne, qui pendant 13 jours a harcelé les positions du volcan Chinchotepec, dans le département de San Vicente, s'est être un véritable échec. Les officiers de l'armée ont déclaré que l'opération militaire était une réussite mais les militaires commandant les troupes, sur les lieux des affrontements, n'ont pas eu le même avis. Un officier a déclaré que l'armée avait avancé sur quelques km, mais sans pouvoir atteindre son but principal : nettoyer la zone des guerrilleros. L'échec, a-t-il dit, a été dû à la manque de coordination entre les avions, l'artillerie, et les troupes.
- 20 Juin.- D'autre part, des violents combats se sont déroulés dans le département de Cabanas, un membre du FMLN a été tué lors de ces combats.
- 6 Juillet.- Des violents combats se sont déroulés aux alentours de Chalatenango, où l'armée salvadorienne a envoyé d'importants renforts.
- 9 Juillet.- Plus de 300 guerrilleros ont harcelé divers endroits de San Salvador. Les coups de feu se sont prolongés pendant une heure et demi aux alentours du Quartier Central de la Police, le Palais National, le siège du gouvernement et l'Université.

AFFRONTEMENTS

- 18 Juin.- Des troupes de renfort ont été envoyées vers la localité d'Arcatao, près de la frontière avec l'Honduras, endroit où il y a quelques jours se sont produits des violents affrontements. Des affrontements se sont déroulés aussi à Santo Domingo, département de San Vicente.
- 19 Juin.- Des violents affrontements qui se sont prolongés pendant deux heures se sont déroulés à San Vicente, des témoins ont informé qu'il y a eu des nombreuses pertes du côté de l'armée et que les hélicoptères militaires transportaient des soldats blessés depuis la zone des affrontements jusqu'à l'hôpital Santa Gertrudis.
- 6 Juillet.- Des divers affrontements se sont déroulés à Las Marias, 80 km au Nord de la capitale, et à Villa Dolores, située dans la région Nord du pays. - Un militaire mort et quatre soldats blessés, tel est le bilan des affrontements entre le FMLN et l'armées déroulés à Jutiapa, dans le département de Cabanas, à 70 km au nord de San Salvador.
- 9 Juillet.- Deux conseillers américains ont péri lors des affrontements avec les forces du FMLN il-y-a environ deux semaines.

9 Juillet.- Une puissante bombe a explosé au siège de l'Administration Nationale des Postes et Télécommunications à Soyopango, 15 km à l'Est de la capitale.

PRISES DE VILLES - OUVERTURE DES NOUVEAUX FRONTS

- 19 Juin.- Des sources militaires ont informé que Arcatao se trouve encerclé par des forces de la guerrilla.
- 20 Juin.- Deux contingents du FMLN ont effectué une opération surprise dans la ville de San Vicente, assiégée depuis quinze jours par les forces armées. La guerrilla a brisé le cercle de feu des militaires, effectuant des attaques contre les quartiers servant des bases pour les actions de contre insurrection.

REPRESION DE L'ENNEMI

- 25 Juin.- Des troupes de l'armée ont tué un nombre non-déterminé de personnes, aux alentours de Ilobasco et Cinquera, dans le département de Cabanas. Un plan d'extermination contre les paysans de San Vicente a été entamé par les forces armées salvadoriennes, a déclaré le FMLN à Panama, dans un appel adressé aux gouvernements démocratiques du monde, notamment au gouvernement de Costa Rica, Mexique, et la France, en les invitant à se prononcer contre ces crimes. Dans toutes les opérations militaires, l'armée utilise des hélicoptères et tire contre la population.
- 9 Juillet.- Des nombreux renforts de l'armée salvadorienne se sont dirigés vers les centrales hydroélectriques les plus importantes du pays, "Cerron Grande" et "5 de Noviembre", situées à 50 km au nord de San Salvador. Cette mobilisation des troupes du régime a été due, à l'encerclement de cette région stratégique par les forces du FMLN.



...SAL PRESS...SAL PRESS...SAL PRESS

- L'alliance entre le secteur honnête et progressiste de l'armée et le FMLN doit se produire nécessairement, afin de freiner le génocide contre le peuple salvadorien—a déclaré un porte-parole du FDR le 14 juillet dernier. Le FDR en effet, a postulé le principe selon lequel les officiers et la troupe honnête n'ont d'autre issue que de se joindre à la révolution comme l'ont déjà fait d'autres militaires qui combattent en ce moment dans les rangs du FMLN. La junte le sait, c'est pourquoi elle emploie en ce moment tous les moyens, y compris la répression, pour empêcher les soldats de désertir: plusieurs soldats ont été torturés ou assassinés parce qu'ils refusaient de participer aux massacres.

- Le FMLN a informé récemment que depuis l'offensive de janvier, la guérilla applique la guerre de mouvement combinée à la guerre des positions étant dans la capacité de déplacer des milliers d'hommes bien armés qui affrontent les troupes de la junte. Les forces du FMLN combattent actuellement dans 13 des 14 départements qui compte le pays; et ont atteint un haut niveau, au point qu'on peut parler de "Zones de contrôle politico-militaire". Ces zones se trouvent principalement dans les départements de Chalatenango, Cabañas, Morazan (au Nord), volcan de Chinchontepec, la partie sud des départements de La Union et Usulután. A plusieurs reprises l'armée de la junte a lancé des offensives contre ces zones, sans aucun succès. D'autre part le FMLN rappelle que 500 guérilleros maintiennent le siège de deux grandes centrales hydro-électriques, où est produit le plus gros pourcentage d'énergie du pays.

- A Guazapa, un volcan à seulement 28 km de la capitale occupé de puis longtemps par la guérilla, l'armée de la junte vient de subir un nouvel échec: un porte-parole a reconnu au moins 100 pertes. La guérilla a pu récupérer beaucoup d'armes et des munitions. Deux remarques s'imposent: sans l'appui de la population de tels succès ne seraient pas possibles; et sans l'aide américaine l'armée de la junte ne pourrait pas tenir longtemps...

- Des mercenaires en provenance de Corée du Sud, d'Israël, du Chili et de l'Argentine sont arrivés récemment pour renforcer l'armée de la junte. Commandés par les "conseillers" US ces mercenaires agissent en particulier dans les zones nord, près de la frontière hondurienne.

- Le gouvernement vénézuélien vient d'accorder un prêt de 140.5 millions de dollars à la junte salvadorienne, afin de l'aider à "rétablir l'économie du pays".

- Mr Robert White a déclaré que les Etats-Unis font tout pour freiner le processus démocratique au Salvador. Mr White, ancien ambassadeur américain au Salvador, n'a pas hésité à qualifier la junte de "régime terroriste". "En soutenant la junte—a insisté Mr White—nous avons réussi rendre la situation encore plus difficile. Nous leur imposons nos conseillers seulement pour assurer le maintien d'un régime militaire(...). Quant à l'ingérence soviétique, elle est sans fondements", a conclu Mr White.

- D'autre part une vingtaine de soldats honduriens ont trouvé la mort au moment où ils participaient à une opération visant à déloger les forces insurrectionnelles dans la région frontalière avec le Honduras (MORAZAN). A cette occasion, selon le témoignage de journalistes, des hommes de la troupe hondurienne ont refusé de combattre contre les forces du FMLN.

- Réunis à Washington les représentants de l'Eglise catholique ont vivement critiqué la politique de Reagan d'assistance militaire à la junte, le rendant responsable du génocide salvadorien. Ils ont demandé en même temps l'arrêt des mesures discriminatoires à l'encontre des réfugiés salvadoriens.



VENCEREMOS!